

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 148 12 avril 2007

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Sommaire :

- Pour exercer une contre pression la plus à gauche possible, votez Olivier Besancenot
- Evolution du capitalisme et Nouvelles perspectives pour le mouvement ouvrier

Pour exercer une contre pression la plus à gauche possible, votez Olivier Besancenot

Le balancier politique de la campagne va... à droite toute ! Parmi les affirmations aussi réactionnaires que stupides de la semaine, il y a celles de Sarkozy sur le suicide des jeunes et la pédophilie « d'origine génétique »... Auxquelles Le Pen a répondu que, contrairement à Chirac, « *Monsieur Sarkozy est quelqu'un avec qui on peut parler* »... Pour aussitôt fustiger le candidat UMP, ce « *candidat qui vient de l'immigration* », le président du FN estimant qu'il faut être « *français de souche* » pour devenir Président !

La rivalité entre Le Pen et Sarkozy entretient une surenchère de propos réactionnaires qui expriment l'impuissance à répondre aux besoins et aspirations des classes populaires. Alors que la question sociale, le mécontentement de l'ensemble de la population interpellent les candidats grâce aux mobilisations et aux luttes, Sarkozy et Le Pen se retrouvent sur le terrain du populisme et de la démagogie pour flatter les préjugés réactionnaires, les obscurantismes et exercent une pression sur les autres forces politiques, y compris le PS. « *Les candidats savent bien que je suis le rival qui peut leur prendre des voix. Donc Sarkozy vient sur mon terrain le premier. Ségolène Royal suit Sarkozy et tout le monde court derrière moi* » commente Le Pen. Une pression qui pèse sur les milieux populaires où se trouvent tous ceux qui sont désignés du doigt, les boucs émissaires, jeunes, immigrés, exclus...

La réponse à la droite extrême et à l'extrême droite nécessite une riposte politique des forces progressistes, démocratiques, du monde du travail. Le bulletin de vote peut être un moyen d'exercer une contre pression face à la démagogie populiste à condition qu'il exprime sans ambiguïté une rupture avec le nationalisme et le chauvinisme, avec les classes dominantes, le grand patronat et leur idéologie, une indépendance aussi à l'égard de ceux qui ont conduit à la débâcle politique de la gauche. Le bulletin de vote peut être une arme dans la lutte contre la montée réactionnaire s'il est un geste radical de défi à l'ordre établi. C'est bien là le seul vote utile.

Contre la dérive à droite, expression de la pression des classes dominantes et des partis institutionnels...

Cette dérive à droite est la réponse des partis institutionnels au clivage entre eux et une large fraction de l'opinion ouvrière et populaire, clivage qui avait abouti au 21 avril 2002 et à la présence de Le Pen au deuxième tour. Ce clivage n'a fait que s'aggraver avec le Non, le 29 Mai 2005, au référendum sur la constitution où tous les grands partis appelaient à voter Oui.

C'est pour tenter de masquer un tel désaveu que chacun de leurs candidats est amené, à sa façon, à jouer des cordes du populisme, en flattant en particulier le nationalisme. Et cela d'autant que la logique présidentielle accentue la tendance à vouloir s'élever au dessus des partis pour prétendre représenter le peuple par delà des clivages droite-gauche.

Cette tendance est d'autant plus forte que les pressions exercées par le grand patronat pour faire face à la concurrence mondialisée conduisent à une convergence des programmes sur le fond. Cette logique aboutit à l'émergence du troisième homme Bayrou qui prétend être le mieux à même de dépasser les clivages droite-gauche pour essayer d'échapper à la défiance généralisée. Elle oblige Sarkozy à se mettre directement en rivalité avec Le Pen pour contrer Bayrou et le PS à tenir un discours de droite pour mordre sur l'espace de ce dernier...

Une machine électorale grippée...

Le fait que 18 millions de personnes disent encore hésiter à un peu plus d'une semaine du scrutin, exprime cette défiance généralisée. La machine parlementaire est grippée. De plus en plus, dans la conscience populaire, le clivage social, de classe, prend le pas sur le clivage parlementaire droite-gauche qui en a été longtemps le reflet déformé, à l'époque où le Parti communiste représentait près d'un cinquième de l'électorat. La gauche a de plus en plus de difficultés à canaliser le mécontentement populaire, à l'enfermer dans le cadre institutionnel. Avec l'affaiblissement du PC, elle a perdu son principal relais au sein du monde du travail.

Bien peu nombreux sont ceux qui croient que les élections puissent apporter le moindre changement un tant soit peu significatif en faveur des classes populaires. Face à la dégradation des conditions de vie, à la menace du chômage, le mécontentement s'accumule, explose dans les luttes contre les licenciements mais aussi des luttes offensives, comme celle pour les salaires à Citroën Aulnay. De nombreux mouvements locaux, comme à la Poste ou à Roissy, attestent de cette combativité malgré le refus des grandes confédérations syndicales de troubler de quelque façon que ce soit le jeu institutionnel.

Cette défiance peut s'exprimer de façon positive dans les élections, par un vote progressiste, démocratique, un vote de classe qui soit un geste de combat contre la droite et l'extrême droite, un désaveu des capitulations de la gauche, un geste de confiance dans la force du monde du travail.

Exercer une contre-pression populaire, y compris sur le terrain électoral

Non seulement incapable de combattre cette dérive à droite, Ségolène Royal y participe en se faisant entre autre le chantre de la Marseillaise et du drapeau bleu blanc rouge ou en s'exclamant « *Vive la France !* » à la fin de ses spots de campagne.

Et quand elle tente de paraître répondre aux fortes aspirations sociales qui s'expriment, comme lorsqu'elle est venue sur le tard devant Citroën Aulnay en grève, c'est en se gardant bien de soutenir les revendications. Et si elle se dit scandalisée par les « indemnités chômage » de l'ex dirigeant d'Airbus, Noël Forgeard (8,5 millions d'euros, alors que les actionnaires viennent de décider 10 000 suppressions d'emplois !), elle ne peut combattre la logique financière qui sous-tend ce « scandale », elle qui prétend « *réconcilier les français avec les entreprises* », c'est-à-dire avec le grand patronat.

La réponse est ailleurs.

En défendant largement dans les entreprises et les quartiers, les facs et le lycées, le vote Besancenot, nous voulons renforcer la nécessaire rupture avec la gauche gouvernementale, donner goût à l'indispensable indépendance de classe du monde du travail, pour contribuer à ce qu'il soit en meilleure position pour

reprendre l'offensive pour battre la droite et sa politique, pour changer le rapport de force en sa faveur.

Quelles qu'en soient ses limites, le bulletin de vote peut y contribuer.

... par un vote résolument anticapitaliste

Le bulletin de vote peut être une arme politique pour les travailleurs et la jeunesse s'ils lui donnent un sens de classe de contestation de ces institutions relevant d'une démocratie tronquée au service des classes dominantes. En effet, cette façade démocratique, l'affaire Forgeard le montre bien, sert à donner une légitimité au pillage de la société par une minorité de parasites, capitalistes et financiers. Les travailleurs, la population devront se donner les moyens d'imposer un autre partage des richesses, d'exercer leur contrôle sur l'économie.

Notre vote sera vraiment utile s'il y porte le plus fortement possible la contestation du système lui-même, s'il exprime la conscience qui se forge à travers les résistances et les mouvements de la nécessité de rompre avec la logique du profit pour mettre l'économie au service de la satisfaction des besoins humains.

Un vote en continuité avec le mouvement de la jeunesse contre le CPE

La jeunesse, nombreuse à suivre notre campagne voire à s'y engager, est au cœur de ce moment politique particulier que constitue la Présidentielle, un an après sa lutte profonde et victorieuse contre le CPE. La génération anti-CPE a rendez-vous avec la politique, elle est invitée à formuler ses propres exigences entre autres contre les emplois précaires comme le Contrat Première Chance de Ségolène Royal. Mais aussi du point de vue global de la marche de la société. La contestation radicale du capitalisme lui-même, qui était en filigrane du mouvement du printemps dernier, est encouragée à prendre toute sa place dans le débat qui anime le pays à l'occasion des élections : que faire face à la mondialisation financière, peut-on réformer le capitalisme, résoudre la question sociale ou répondre à la crise écologique dans le cadre du système, ou faut-il rompre avec la logique de la propriété capitaliste...

Notre agitation, notre propagande auprès des jeunes, vise à donner des arguments à cette contestation sociale, au radicalisme de la jeunesse qui ne craint pas les conséquences de ses aspirations et de ses rêves, la lutte contre le système pour construire une société humaine.

Le vote pour l'extrême gauche est le seul moyen de porter cette contestation dans les urnes.

Un vote en faveur des exigences sociales et démocratiques du monde du travail

Notre campagne s'inscrit dans la continuité de la victoire du Non au TCE le 29 mai 2005, le refus de « *la concurrence libre et non faussée* ». Si nous sommes solidaires de tous ceux qui veulent chasser la droite, nous ne croyons pas que Ségolène Royal veuille mettre en oeuvre une politique qui rompe avec la logique de l'Europe du oui, l'Europe capitaliste. Le flou et la confusion de ses propos ne peuvent masquer que sa politique est dans la continuité de celle du gouvernement Jospin. Or, c'est bien une rupture qui est nécessaire, une rupture avec l'économie de marché capitaliste, la recherche de la rentabilité maximum au mépris des intérêts de la population.

Le seul vote utile au premier tour pour les classes populaires est un vote qui leur permette de faire connaître leurs exigences. Plus nombreuses seront les voix qui se porteront sur la candidature d'Olivier Besancenot, plus il sera clair que nous sommes nombreux à dire que l'urgence est à un SMIC à 1500 euros net et à une augmentation de 300 euros pour tous de suite, l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous, la fin des privatisations et l'embauche massive dans les services publics...

Nous souhaitons la défaite de l'extrême droite et de la droite, mais aussi de leur politique, celle qui a conduit à la régression sociale de ces 25 dernières années, sous tous les gouvernements. Nous n'entendons pas faire obstacle à la candidate du PS, mais il lui appartient de convaincre les classes populaires de l'intérêt de voter pour elle. Au premier tour, voter Olivier Besancenot, c'est dire que, quel que soit le gouvernement qui sortira des urnes, il faudra nous mobiliser pour faire valoir nos droits.

Un encouragement pour tous ceux qui souffrent de la politique libérale

Voter Olivier Besancenot sera un geste de confiance dans les luttes des salariés, des jeunes, des femmes, des chômeurs, des exclus pour exiger leur dû, et cela quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle, ce sera un geste de solidarité.

Ce sera un geste d'indépendance vis-à-vis de tous les grands partis qui depuis plus de vingt ans ont mené l'offensive contre le monde du travail voulue par le patronat, l'affirmation d'une volonté de résistance et de lutte, un geste d'encouragement.

Ce sera aussi l'expression d'une aspiration unitaire autour des exigences sociales et démocratiques, fondement de notre anticapitalisme, comme de la nécessité de construire un front pour les luttes. En appelant à voter pour notre candidat, nous invitons les salariés, les chômeurs, les jeunes, les exclus à prendre en main leurs affaires, à faire de la politique par en bas, à devenir des acteurs du combat démocratique pour leur propre émancipation sur les lieux de travail, dans les quartiers populaires.

Le vote pour Olivier Besancenot encouragera tous ceux qui veulent agir pour imposer les revendications anticapitalistes, tisser les liens de solidarité et de combat nécessaires pour aller vers la convergence des luttes et la construction d'un parti de l'émancipation sociale.

Sophie Candela



Evolution du capitalisme et Nouvelles perspectives pour le mouvement ouvrier

Entre le cynisme de l'annonce du nouveau record de profits, près de 100 milliards d'euros, atteint par les entreprises du Cac40 en 2006, les fermetures d'usines comme celle d'Arena suite à leur délocalisation en Chine, la révélation des chiffres tronqués du chômage qui ne peuvent plus masquer la réalité de l'explosion de la précarité, les conséquences ravageuses de la mondialisation sont devenues une réalité quotidienne, s'imposant comme thème central dans les débats politiques de la campagne présidentielle.

De Villiers fait même de la mondialisation son principal adversaire, pour lui opposer les vieilles rengaines réactionnaires du nationalisme et du protectionnisme. Ségolène Royal qui, il y a quelques mois encore insistait sur le fait qu'il fallait aussi voir les côtés positifs de la mondialisation, en dénonce maintenant les dérives au nom de son « ordre juste ». Même Sarkozy, tout en se disant sur le fond libéral prétend, face à la multiplication des licenciements boursiers, vouloir moraliser le capitalisme financier. Quand à Bayrou, reprenant les arguments des partisans du Oui, il ne voit de solution que dans la construction d'une Europe forte. De droite comme de gauche, face à la mondialisation, ils se situent sur le terrain de la défense de la « souveraineté menacée » de la France. Ils prétendent vouloir moderniser le pays, adapter son économie pour qu'elle soit plus compétitive dans le cadre d'une concurrence devenue mondiale.

Mais ces déclarations ne font que révéler leur impuissance à combattre les conséquences d'un système qu'en réalité ils n'ont fait que défendre et justifier à chaque fois que les uns ou les autres ont été au gouvernement. Elles entretiennent la confusion en essayant de nous solidariser des intérêts des classes dominantes dans la guerre économique qu'elles mènent à l'échelle du monde. Et face à cette confusion, le mouvement ouvrier reste désarmé.

Les ravages de la mondialisation sont la conséquence des contradictions internes d'un système qu'il est illusoire de vouloir moraliser ou réguler.

Au contraire, contre cette logique destructrice de la finance, contre la mise en concurrence de tous, il faut

opposer une autre logique, irréconciliable, celle du droit à la vie de la majorité. Cela implique d'imposer des mesures d'urgence qui remettent en cause la dictature du capital financier, en n'hésitant pas à empiéter sur le droit de propriété au nom duquel elle s'exerce. Ces mesures vitales impliquent d'imposer un contrôle démocratique de l'économie seul moyen pour pouvoir l'organiser dans l'intérêt de l'ensemble de la société.

Ces mesures ne peuvent que s'appuyer sur la conscience de la nécessité d'une contestation collective du pouvoir de la bourgeoisie, de la légitimité de la lutte des classes, menée jusqu'au bout pour imposer une autre répartition des richesses et transformer la société.

L'échec historique de la social-démocratie qui s'est complètement convertie au libéralisme et du stalinisme qui s'est effondré avec la fin des dictatures de l'ex-URSS et des pays de l'Est, met l'ensemble du courant révolutionnaire, comme des militants ouvriers, devant la nécessité de reformuler ces perspectives générales, révolutionnaires, pour le mouvement ouvrier.

C'est même la tâche de fond du mouvement révolutionnaire. A travers les mobilisations, les luttes, à travers le travail dans les associations et les organisations syndicales, en utilisant la tribune des élections, il s'agit de reconstruire une conscience de classe, indépendante des classes dominantes, fondée sur un projet de transformation sociale.

Cela veut dire surmonter les échecs de la période précédente tout en fondant la continuité du combat pour l'émancipation. Malgré les échecs du passé, en quoi les transformations du capitalisme, en accentuant ses contradictions, créent-elles de nouvelles possibilités de développement pour le mouvement ouvrier ?

La question renvoie à un débat de fond sur la nature de la nouvelle phase de développement du capitalisme que nous connaissons, pour dégager les changements et la continuité avec l'époque de la naissance de l'impérialisme. En effet la mondialisation actuelle est souvent comparée, à juste titre, avec cette « première mondialisation », cette période d'essor de l'impérialisme, mais cette analogie pose les problèmes plus qu'elle ne les éclaire. Cette période a été une époque charnière de transformation du capitalisme, au cours de laquelle les partis socialistes se sont développés, c'est une période d'essor politique, théorique, pratique sans précédent pour le mouvement ouvrier. C'est aussi à cette époque que se sont constitué les bases économiques qui allaient engendrer une période de guerres, de crises, de révolutions à travers lesquels le mouvement socialiste allait s'effondrer et les partis communistes se constituer dans le feu d'une profonde crise révolutionnaire.

C'est pour cela que comprendre les échecs passés tout en fondant la continuité du combat implique une nécessaire confrontation avec l'analyse de la nature de cette période de l'impérialisme faite par les révolutionnaires et en premier lieu par Lénine.

Quelle continuité et quelle rupture entre l'impérialisme et la nouvelle phase du capitalisme d'aujourd'hui ? Quelles conséquences cela a pour les perspectives du mouvement anticapitaliste ?

Cette évolution ouvre-t-elle de nouvelles voies pour réformer la capitalisme ou bien légitime-t-elle la perspective révolutionnaire ? Et rend-elle, pour autant, cette perspective plus crédible ?

Les faits sociaux qui ont contribué aux échecs passés ont-ils été dépassés, les conditions objectives nouvelles sont-elles plus favorables à l'essor d'un nouveau mouvement ouvrier et donc des possibilités révolutionnaires ?

Ce sont ces questions dont cet article se propose de discuter.

[L'article complet se trouve sur le site lcr-debatmilitant.org. Pour lire la suite, cliquer sur ce lien.](http://lcr-debatmilitant.org)

Charles Meno



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débatmilitant**. Merci.